

AUSTÉRITÉ ET VIEILLES RENGAINES

Ainsi, selon la ministre, le caractère théorique – et donc ennuyeux – des cours est la cause de l'échec au collège. Créer des enseignements « pratiques » ferait réussir tous les élèves. Ajoutez l'individualisation des parcours, vous aurez la réforme. Les mêmes clichés ont inspiré jadis la réforme du lycée, puis celle des rythmes.

Ce prétendu pragmatisme cache des représentations erronées : en maths ou en EPS, les élèves ont à construire une réflexion sur les évidences en articulant observation, application, formalisation, qu'il ne faut surtout pas penser en blocs disjoints. Dissocier théorie et pratique, c'est reprendre la vieille opposition entre élèves « manuels » (de milieu populaire, naturellement) et « intellectuels », c'est essentialiser les inégalités pour mieux les perpétuer. Nous sommes loin du « tous capables » inscrit dans la loi.

L'individualisation isole les élèves dans la difficulté. Conjuguée à l'autonomie des collèges, elle met en concurrence inégalitaire élèves, personnels et territoires. Chaque collège cherche à séduire les familles par une offre pédagogique, dans un véritable « marché de l'éducation ». L'école après les attentats de janvier a été sommée de produire du commun : controns déjà ces logiques libérales !

Pour maîtriser et s'appropriier des savoirs plus complexes, il faut du temps. Le PCF demande l'allongement de la scolarité obligatoire et s'oppose à toute réduction du temps scolaire. Les enseignants aussi ont besoin de temps pour réfléchir sur leurs pratiques, par une entrée progressive dans le métier, une formation initiale et continue ambitieuse, et des services permettant le travail en équipe.

Enfin depuis des mois, des collèges se battent pour obtenir des conditions de travail tout juste décentes. Postes supprimés par la droite toujours pas recréés, collégiens plus nombreux, classes surchargées, remplacements non assurés, sur tout cela, la ministre n'a rien à dire !

Le nouveau collège n'a pas grand-chose d'unique : hiérarchies locales intermédiaires imposant un cadre aussi contraignant que disparate; gratuité des études soumise aux collectivités locales ; soutien des élèves reposant sur les familles, sur des dispositifs marchands ou bénévoles.

Tous les services publics subissent l'austérité, source d'inégalités. Le gouvernement prend prétexte des difficultés du collège pour en finir avec une ambition commune, celle que nous portons dans notre projet d'école dans l'intérêt toute la société !

Marine Roussillon

9 AVRIL

Unis contre l'austérité
journée de grève
et de manifestations

R
E
N
D
E
Z
-
V
O
U
S

23 MAI

Quelle politique de gauche
pour l'éducation?

le PCF vous invite à une journée
de travail et de débats avec
les acteurs de l'éducation
les forces de gauche...

avec la participation de Pierre
Laurent, secrétaire national du
PCF, Lycée Diderot, Paris 19e

30-31 MAI

Forum européen
des alternatives

Paris, place de la République
débat, concert...

au collège, ce qu'il faut d'abord réformer, ce sont les choix politiques



La «réforme» du collège présentée par N.Valaud-Belkacem comme une révolution pédagogique, marque la suprématie dans les arbitrages du courant le plus libéral du PS, sans rupture avec le précédent quinquennat. Dans ce qu'il dit, mais encore plus dans ce qu'il camoufle, se lit la mise en cohérence avec un carcan d'austérité, un marché du travail soumis aux intérêts patronaux, une volonté d'adapter l'éducation aux lois de la concurrence et du marché, conformément aux orientations de Lisbonne. Le tout mal maquillé par une opération de communication pseudo-pédagogique «mieux apprendre pour mieux réussir» aux poncifs éculés, et déconnectée des réalités du collège.

Des moyens globaux nécessaires au collège, rien à dire, car rien à donner, austérité oblige

Créations de postes, ouvertures de collèges, effectifs des classes : aucun de ces sujets déterminants n'est évoqué, et pour cause. La priorité à l'éducation a fait long feu, et les collèges ne sont pas épargnés.

Les créations de poste affichées sont en trompe l'œil : de nouveaux enseignants sont bien devant les élèves, mais ne font pour l'essentiel que remplacer ceux qui partent à la retraite : pas de quoi faire face à l'explosion démographique en collège et l'arrivée d'élèves ayant eu des horaires d'école amputés.

La réforme se fait à moyens constants, par redéploiement horaire. Mieux, elle permet de

gérer au plus juste les dotations horaires : en effaçant le cadre disciplinaire, elle autorise une utilisation souple des moyens humains existants : tout prof peut intervenir en «développement durable». Le silence devient éloquent...

Améliorer les performances scolaires, mais dans la limite des besoins du patronat.

Le projet ne tranche pas ouvertement entre deux conceptions inconciliables du collège : celle que nous défendons, un collège étape d'une scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans où l'on prépare tous les élèves à poursuivre des études jusqu'au bac et après, afin d'être des citoyens maîtrisant leur activité professionnelle et les choix de société qui vont avec, ou celle d'une gare de triage pour désigner ceux qui seront rapidement orientés après leur sortie du collège vers un marché de l'emploi peu qualifié, précaire et polyvalent, d'une part, et ceux qu'on met en piste vers une formation à bac + 3, d'autre part selon les préconisations des accords de Lisbonne.

Il ne le dit pas clairement, parce que le Parti socialiste, partagé en son propre sein, veut retenir des électeurs qui n'adhèrent pas à la seconde vision, mais il organise le collège d'une manière compatible avec un projet libéral d'école, assumé par la droite au nom de l'inégalité des talents et des dons, et concédé par le courant droitier de la majorité gouvernementale, en raison de ses renoncements économiques : la théorie de l'égalité des chances ne suffit pas à en corriger la brutalité.

La nouvelle architecture du collège met en musique cette tension inévitable entre la coexistence au collège d'une «école du socle» pour les uns (insistance mise sur les «fondamentaux», compris ici comme bagage minimum), et d'un «petit lycée» pour les autres (transposition de la réforme du lycée avec les modules et accompagnement personnalisé).

C'est bien cette tension qui fait du collège le lieu des explosions et des refus scolaires des perdants de la course, et de la mise sous pression permanente des futurs sélectionnés, ce que la ministre appelle pudiquement «l'ennui»...



quand le projet s'auto-caricature...

La présentation binaire est sans nuance : le collégien qui s'ennuie avant la réforme /le collégien qui sourit après, les enseignants solitaires avant/les enseignants solidaires après, avec la bonne vieille opposition entre le théorique ennuyeux et le pratique intéressant.

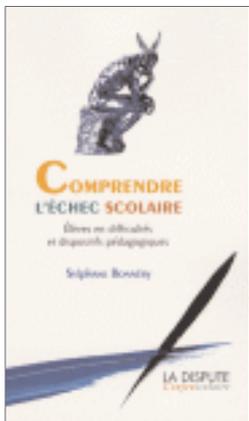
Un coup d'œil quand même à un exemple significatif (exemple 2 page 6) : un élève participe à un EPI centré sur les caricatures. Cet élève du groupe est «**doué** pour le dessin» (retour en force de l'idéologie du don au passage, le dessin, ça ne peut pas s'apprendre !) : eh bien que leur donne-t-on, à sa copine et à lui, comme fonction dans le groupe ? Dessinateurs bien sûr. Ce qui met bien en lumière la difficulté d'organiser et de modérer le travail en groupe, qui doit se faire en vraiment petits effectifs, afin d'éviter que la répartition du travail n'aboutisse qu'à apporter de l'eau à un moulin de connaissances déjà en place...

au collège, ce qu'il faut d'abord réformer; ce sont les choix politiques



Une atomisation de collèges concurrents au sein d'un grand marché scolaire

L'organisation nouvelle du collège entérine, structure et théorise le désengagement volontaire de l'État sur les questions éducatives. Chaque collège devient une petite entreprise autonome, gérée par un chef d'établissement qui nomme les membres de structures hiérarchiques intermédiaires, le conseil pédagogique, les «coordinateurs de cycles, de disciplines et de niveau» qui imposeront désormais leurs choix à l'ensemble de l'équipe éducative, d'autant mieux qu'on annonce déjà un allègement du cadrage national des programmes : «décideurs» coincés entre le bâton de l'autorité du chef d'établissement qui leur donne leur pouvoir, et la maigre carotte d'une rémunération supplémentaire votée par le Conseil d'administration (incluant parents, élèves, élus locaux, précédent remarquable et fâcheux en matière de rémunération de fonctionnaires d'État !). Le pouvoir des collectivités locales s'en trouve lui aussi accru et les partenariats public/privé ont de beaux jours en perspective ! En propagande ministérielle, cela devient de la liberté pédagogique en plus ! On retrouve la confusion dé-



libérée entre liberté et libéralisme chère à la droite, la même qui sert à justifier l'assouplissement de la carte scolaire au nom du libre choix accru des parents.

Un habillage pédagogique provocateur et creux

La communication pédagogique ministérielle semble avoir été construite au café - ou plutôt au salon de thé - du commerce, hors de toute réalité.

Non, les enseignants de collège ne sont pas des loups solitaires ignorant leurs collègues. Oui, ils savent qu'on peut croiser plusieurs disciplines autour d'un thème : il faut oser présenter comme une innovation ce que toute équipe pouvait déjà réaliser, puisqu'aucun moyen horaire nouveau n'y est dédié, et que la seule invention consiste à en dessaisir les équipes pédagogiques de la classe.

Non, la réalisation d'un projet n'est pas forcément gage de démocratisation, si tout ou partie du travail est abandonné aux ressources personnelles de l'élève, comme pour les TPE au lycée.

Oui, une langue, vivante ou ancienne, est un apprentissage exigeant, pas une variable d'ajustement horaire.

Non, l'interdisciplinarité n'est pas une simple prestation de service réalisée par plusieurs disciplines choisies en fonction des impératifs du service sur un thème commun où le rôle du prof de maths est de faire calculer la vitesse des trains.

Oui, l'initiation à la recherche documentaire et l'éducation aux médias, c'est mieux avec des CDI, à développer, et des professeurs documentalistes, à recruter.

Oui, les enseignants savent compter, et qu'on ne peut qualifier de «petits groupes» semblables à ceux des exemples présentés (2 à 6 élèves au travail avec 2 à 3 profs) la rude réalité de 24 à 32 voire plus élèves par classe divisés en deux groupes de 12 à 16 pour un enseignant, ce qui rend difficile d'organiser et modérer les échanges d'élèves, et de leur faire construire des savoirs.

Il y a le collège en PowerPoint, et le collège en vrai, celui dans lequel il faut investir des moyens au service de la réussite de tous !

Luttons de classe(s) est illustré des pages de couvertures de quelques ouvrages interrogeant utilement pratiques et logiques mises à l'œuvre au collège, riches en analyses et propositions, dont nous conseillons la lecture à tous... et bien sûr à notre ministre !

des EPI en ordre de bataille

Les enseignements pratiques interdisciplinaires (EPI), fleuron du projet, sont effectivement, avec l'accompagnement personnalisé, des maillons essentiels d'un dispositif qui dynamite le collège unique.

Financés par un prélèvement sur la dotation horaire de chaque discipline y intervenant, ils ne coûtent pas un sou. Mais, créant un parcours différent par élève (à chacun ses épis), conjugués à un accompagnement personnalisé qui peut mordre, au choix du chef d'établissement, d'une ou plusieurs heures sur la part des EPI, on voit facilement quelle grande variété de combinaisons possibles cela offre, instaurant une concurrence, au sein des établissements, entre disciplines, enseignants et élèves, et entre les établissements, par la construction d'offres différenciées.

Pour faire passer la pilule, notons qu'un simple jeu d'intitulés artificiels permet en fait de continuer benoîtement à garder aux disciplines jugées scolairement rentables leur horaire habituel, pour peu qu'on les recycle sous l'un des huit intitulés flous des EPI. Et ceux qui sont «à remotiver» (devinez lesquels) se débrouilleront pour acquérir avec un horaire disciplinaire réduit, les mêmes connaissances que les «motivés».

AU CENTRE D'UNE ÉCOLE DE L'ÉGALITÉ il faut un collège vraiment unique !

NOS PROPOSITIONS:

De bonnes conditions d'études et d'enseignement

- Des collèges à taille humaine, des classes dont les effectifs doivent être limités à 25 élèves en classe entière, 20 en éducation prioritaire, des locaux entretenus par des personnels qualifiés.
- Vers une gratuité totale des études au collège, qu'il s'agisse du matériel, des sorties pédagogiques et voyages, de la restauration.
- Des salaires fortement revalorisés pour les enseignants, mettant fin au salaire à la carte sous forme de primes discrétionnaires.

Du temps et des lieux pour apprendre

- Dans le cadre d'une scolarité obligatoire étendue de 3 à 18 ans, le collège échappe à une logique de sélection pour entrer dans celle d'une appropriation réelle des savoirs par des élèves tous capables.
- Le temps scolaire hebdomadaire au collège doit être repensé et augmenté, pour permettre de réaliser dans le cadre scolaire tous les apprentissages exigés, de l'acquisition à la consolidation et au réinvestissement, en faisant alterner les modes d'organisation de la classe en fonction des exigences didactiques, sous la responsabilité d'enseignants titulaires.

Cela suppose de donner partout les mêmes moyens correspondants en locaux, en postes et en heures d'enseignement.

Cela crée de l'égalité entre les élèves, oblige l'école à trouver en elle-même ses propres ressources, délivre les familles du poids de faire l'école à la maison, empêche le marché scolaire du soutien de sévir, évite l'emprise d'officines commerciales ou prosélytes.

Une scolarité unifiée dans des établissements offrant les mêmes formations

- Un cadrage national fort du cursus au collège est le garant de l'égalité territoriale dans le cadre d'un service public.
- Une réelle mixité scolaire et sociale passe par l'établissement pour les collèges d'une carte scolaire juste et contraignante.
- La carte des formations doit assurer la même diversité d'offre quel que soit le territoire.
- Aller vers la fin de l'enseignement privé suppose dans un premier temps de le soumettre pour être sous contrat aux respects des règles de sectorisation.

Une pédagogie réfléchie dans un cadre collectif grâce à un plan de formation ambitieux

- Des savoirs toujours plus complexes exigent une mise à jour permanente des connaissances, la possibilité de diversifier les manières d'enseigner. Un prérecrutement, une entrée progressive dans le métier sont indispensables. Le temps de travail de l'enseignant doit comporter celui de suivre ces formations, de discuter dans des équipes où chacun travaille sur un pied d'égalité des manières de conduire les apprentissages des élèves.
- L'attention doit être dirigée sur la priorité de la démocratisation quand il s'agit de faire des choix pédagogiques, en privilégiant tout ce qui explicite les attendus de l'école.

**CELA DEMANDE BIEN SUR DES MOYENS
MIEUX INVESTIS LÀ QU'AU SERVICE
DES BANQUES PRIVÉES ET DES ACTIONNAIRES
CHOYÉS PAR LES LOIS MACRON.**

Quelle politique de gauche pour l'éducation ?

L'école française est de plus en plus inégalitaire.

Il est urgent de construire dans les luttes, dans l'action quotidienne et dans le débat une réponse politique neuve, pour une école de la réussite de tous.

Comment mettre en œuvre le «tous capables» inscrit dans la loi d'orientation ?

Quelle école pour former des citoyens et des travailleurs émancipés ?

De quels savoirs avons-nous besoin

face aux défis nouveaux de l'économie et de la démocratie ?

Quelle place des territoires dans une politique nationale d'éducation ?

Quel avenir pour l'éducation prioritaire?...

Le PCF vous invite à une journée de travail et de débats, avec des acteurs de l'éducation et les forces politiques de gauche, en présence de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF.

samedi 23 mai de 9h à 18h - lycée Diderot Paris 19e

inscriptions: reseau.ecole-pcf@orange.fr